

# TABLE DES MATIÈRES

## 1

### **Actualités du contrôle de l'administration par l'autorité de tutelle et autres objets d'importance pratique majeure**..... 7

Caroline DELFORGE

collaboratrice scientifique à l'UCLouvain, avocate au barreau de Charleroi

### **Introduction**..... 8

#### Section 1

### **La modification des règles de compétence pour les marchés publics et les concessions de travaux et de services**..... 8

#### **A. Les règles de compétence pour les marchés publics**..... 10

1. Le champ d'application matériel des règles de compétence pour les marchés publics..... 11
2. Au sein des communes et des provinces ..... 12
3. Au sein des C.P.A.S. .... 23

#### **B. Les règles de compétence pour les marchés publics conjoints**..... 24

#### **C. Les règles de compétence pour les centrales d'achats**..... 27

#### **D. Les règles de compétence pour les concessions de travaux et de services**..... 28

1. Le champ d'application matériel des règles de compétence pour les concessions de travaux et de services..... 29
2. La compétence pour décider du principe de la concession de travaux ou de services, fixer les conditions et les modalités de la procédure d'attribution et adopter les clauses régissant la concession ..... 30
3. La compétence pour engager la procédure, attribuer la concession et suivre son exécution..... 31

#### Section 2

### **La modification des règles applicables en matière de tutelle**..... 32

#### **A. Les modifications du C.D.L.D.**..... 33

1. La liste des autorités soumises aux dispositions en matière de tutelle..... 33
2. Le pouvoir d'instruction de l'administration..... 35
3. La computation des délais..... 37
4. La mission de contrôle de l'administration ..... 37

5. Les dispositions en matière de tutelle générale d'annulation.....	39
6. La liste des actes soumis à la tutelle spéciale d'approbation .....	51
7. Le recours organisé en matière de révocation et de démission d'office au profit des membres du personnel communal .....	52
8. L'abrogation des dispositions relatives à la tutelle spéciale d'approbation sur les zones de polices unicomunales et pluricomunales.....	54
<b>B. Les modifications de la loi organique des C.P.A.S.</b> .....	54
<b>Section 3</b>	
<b>La modification des dispositions applicables à la validation et au recours contre les élections communales</b> .....	55
<b>Conclusion</b> .....	58

## 2

### **Actualités du contrôle de l'administration par le médiateur institutionnel**..... 61

Benoît CAMBIER

avocat au barreau de Bruxelles, médiateur agréé

Fabien HANS

avocat au barreau de Bruxelles, médiateur agréé

Dieu-Hanh NGUYEN

avocate au barreau de Bruxelles, médiatrice agréée

### **Introduction**..... 62

#### Section 1

### **Conditions de la saisine du médiateur institutionnel**..... 62

<b>A. Qui peut introduire la réclamation ?</b> .....	63
<b>B. Auprès de qui ?</b> .....	65
<b>C. Comment ?</b> .....	66
1. Démarches préalables et/ou exercice des recours administratifs organisés.....	66
2. Délai entre les faits et l'introduction de la réclamation.....	68
3. Absence de formalisme.....	68
<b>D. Conditions quant à l'objet de la réclamation</b> .....	69
1. Réclamation « essentiellement la même » qu'une réclamation écartée.....	69
2. Réclamation manifestement non fondée.....	69

Section 2	
<b>Compétences du médiateur institutionnel</b> .....	71
A. <b>Autorités et instances contrôlées</b> .....	71
B. <b>Missions</b> .....	74
1. Examen et traitement des réclamations.....	74
2. Investigation d’initiative ou à la demande des assemblées parlementaires .....	79
3. Protection des lanceurs d’alerte .....	80
4. Assistance aux victimes de discrimination.....	82
5. Établissement de rapports au Parlement.....	84
C. <b>Étendue du contrôle</b> .....	85
1. Contrôle de légalité.....	85
2. Contrôle en équité.....	87
D. <b>Moyens d’action</b> .....	93
1. Instruire .....	93
2. Concilier .....	94
3. Recommander .....	95
4. Imposer des délais et interpellier l’autorité .....	95
5. Agir en justice .....	98
6. Dénoncer au parquet ou aux instances disciplinaires.....	98
7. Veiller à la bonne exécution des décisions de justice .....	99
E. <b>Portée de l’action du médiateur</b> .....	100
1. Existe-t-il un recours contre l’action du médiateur?.....	100
2. Peut-on engager la responsabilité du médiateur? .....	101
Section 3	
<b>Impacts croisés entre les procédures juridictionnelles ou administratives et le médiateur institutionnel</b> .....	105
A. <b>Incidences de la saisine du médiateur institutionnel sur les délais d’introduction de procédures</b> .....	106
1. Seul le délai pour l’introduction du recours en annulation au Conseil d’État est concerné.....	106
2. Conditions pour bénéficier d’une suspension du délai .....	111
3. Quelle est la portée de la suspension du délai de recours? .....	118
B. <b>Incidences des procédures juridictionnelles ou administratives sur la saisine du médiateur institutionnel</b> .....	121
1. Une procédure judiciaire ou administrative est susceptible de suspendre le délai imparti pour saisir le médiateur .....	121
2. Une action civile ou pénale en cours peut entraîner un refus de traiter la réclamation.....	125

3. L'introduction d'une procédure en cours de médiation est susceptible d'entraîner la suspension de la médiation .....	127
<b>Conclusion</b> .....	130
A. À l'attention des praticiens .....	130
B. Quelques améliorations à apporter .....	132

### 3

<b>L'engagement par déclaration unilatérale de volonté dans le chef des pouvoirs publics à la lumière de l'arrêt <i>Softenon</i></b> .....	153
--	-----

Andrea CATALDO

assistant à l'UNamur, avocat au barreau de Namur

Florence GEORGE

chargée de cours à l'UNamur, avocate au barreau de Liège

<b>Introduction</b> .....	154
---------------------------	-----

#### Section 1

<b>Le procès <i>Softenon</i></b> .....	154
--	-----

A. Les faits à l'origine de l'arrêt de la cour d'appel .....	154
B. L'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles du 22 février 2018 .....	157
1. Rétroactes .....	157
2. Le rejet de la responsabilité des pouvoirs publics .....	158
3. L'engagement par déclaration unilatérale de volonté .....	161
C. Les suites de l'affaire <i>Softenon</i> .....	162

#### Section 2

<b>L'engagement par déclaration unilatérale de volonté</b> .....	163
--	-----

A. Définition, consécration et fondement(s) de l'engagement par déclaration unilatérale de volonté .....	163
B. Régime juridique de l'engagement par volonté unilatérale .....	177
C. Projet de réforme et examen du droit comparé .....	183

Section 3	
<b>Applications des principes de droit privé sous le prisme de l'affaire <i>Softenon</i></b> .....	184
A. <b>Prolégomènes</b> .....	184
B. <b>L'engagement unilatéral de volonté appliqué aux pouvoirs publics</b> .....	186
C. <b>Les conditions de validité de l'engagement par volonté unilatérale</b> .....	187
1. La capacité .....	187
2. L'objet .....	189
3. La volonté de créer des effets de droit .....	192
D. <b>Sanctions</b> .....	198
1. L'exécution en nature .....	199
2. Le principe de la séparation des pouvoirs .....	201
3. L'effectivité de la condamnation à l'exécution en nature .....	204
4. Le principe de la confiance légitime .....	206
5. Le principe dispositif .....	210
<b>Conclusion</b> .....	211

## 4

<b>Actualités du contrôle de l'administration par le juge de l'expropriation pour cause d'utilité publique</b> .....	213
--	-----

Marie VANDERHEYDEN

assistante à l'ULiège, conseillère au cabinet de la secrétaire d'État bruxelloise  
en charge de la transition économique et de la recherche scientifique

Sophie CHARLIER

assistante à l'ULiège, juriste à Inter-Environnement Bruxelles

Michel PÂQUES

professeur extraordinaire à l'ULiège, juge à la Cour constitutionnelle

<b>Introduction</b> .....	214
---------------------------	-----

Section 1	
<b>Contours du contrôle de l'administration par le juge de l'expropriation pour cause d'utilité publique</b> .....	214
A. <b>Contrôle de l'utilité publique</b> .....	217
B. <b>Contrôle de l'extrême urgence</b> .....	221

Section 2	
<b>Actualité du contrôle de l'administration par le juge de l'expropriation : le décret wallon du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation</b> .....	223
A. Contrôle du juge judiciaire sur sa compétence matérielle.....	223
B. Contrôle du juge sur l'objet de l'expropriation.....	230
C. Contrôle du juge sur l'existence et la régularité des négociations amiables.....	232
<b>Conclusion</b> .....	235

## 5

### **Actualités du contrôle de l'administration par le Conseil d'État**..... 237

Stéphanie GOBERT

collaboratrice scientifique à l'UCLouvain, juge au Conseil du contentieux des étrangers

### **Introduction** ..... 238

#### Section 1 **L'intérêt actuel au contentieux de l'annulation** ..... 240

A. <b>L'intérêt actuel, point de départ</b> .....	242
B. <b>La Cour européenne des droits de l'homme et son arrêt <i>Vermeulen</i></b> .....	244
1. L'arrêt <i>Vermeulen</i> .....	244
2. La réaction du Conseil d'État.....	249
C. <b>La question de l'indemnité réparatrice</b> .....	251
1. Généralités.....	251
2. Le lien entre l'indemnité réparatrice et l'intérêt actuel.....	252
3. Le fait générateur : le constat d'une illégalité.....	268
D. <b>L'arrêt <i>Lefebvre</i> du 9 mai 2019</b> .....	275
E. <b>Conclusion</b> .....	277

#### Section 2 **Les mentions de la requête dans le cadre du contentieux de l'annulation** ..... 278

Section 3	
<b>Le mémoire de synthèse dans le cadre de la procédure en cassation administrative</b> .....	283
<b>Conclusion</b> .....	292

## 6

<b>Actualités du contrôle de l'administration à travers la médiation processuelle</b> .....	297
---	-----

Emmanuel JACUBOWITZ

avocat au barreau de Bruxelles, médiateur agréé et membre de la Commission fédérale de médiation

Clémentine CAILLET

avocate au barreau de Bruxelles, médiatrice agréée

<b>Introduction</b> .....	299
---------------------------	-----

### Section 1

<b>Qu'est-ce que la médiation au sens du Code judiciaire ?</b> .....	300
A. <b>La définition de la médiation par le législateur</b> .....	300
B. <b>La différence entre la médiation organisée par le Code judiciaire et la médiation institutionnelle</b> .....	303
C. <b>Brève description du processus</b> .....	307

### Section 2

<b>Ouverture de la médiation organisée par le Code judiciaire aux personnes morales de droit public</b> .....	310
---	-----

A. <b>L'article 1724 du Code judiciaire tel qu'inséré par la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges</b> .....	310
B. <b>Les différends dans lesquels une personne morale de droit public peut prendre part à une médiation telle qu'organisée par le Code judiciaire</b> .....	311
1. <b>L'article 1724 du Code judiciaire doit-il être interprété comme interdisant aux personne(s) morale(s) de droit public de participer à une médiation lorsque le différend est de nature non patrimoniale?</b> .....	312
2. <b>Que recouvre la notion de « différend de nature patrimoniale » au sens de l'article 1724 du Code judiciaire?</b> .....	316
3. <b>Quid du contentieux objectif?</b> .....	320
4. <b>Conclusion</b> .....	324

Section 3	
<b>Avantages et risques de la médiation pour les pouvoirs publics ...</b>	324
Section 4	
<b>Dans quelles situations opter pour la médiation ?</b> .....	326
Section 5	
<b>Comment mettre en place la médiation ?</b> .....	332
A. <b>Sélection du médiateur</b> .....	332
1. Le médiateur agréé .....	332
2. Le style du médiateur .....	332
3. Faut-il choisir un médiateur spécialisé en droit administratif? .....	333
B. <b>Budgéter la médiation</b> .....	334
C. <b>La suspension des délais de prescription et des procédures judiciaires</b> ....	335
D. <b>Les parties qui doivent participer à la médiation</b> .....	335
E. <b>Le rôle de l'avocat et la préparation de la médiation</b> .....	336
Section 6	
<b>La fin de la médiation</b> .....	337
A. <b>Conclusion de la médiation en l'absence d'accord</b> .....	337
B. <b>L'accord de médiation</b> .....	337
Section 7	
<b>La médiation comme instrument de contrôle démocratique</b> .....	339
A. <i>It takes two to tango...</i> et à trois ? .....	339
B. <b>Comment concilier transparence et confidentialité de la médiation ?</b> .....	340
<b>Conclusion</b> .....	344